

## La réinvention du Musée de l'Homme au regard des métamorphoses passées du Trocadéro

Fabrice Grognet

L'évolution des musées dits ethnographiques ou anthropologiques en France est loin d'être linéaire et sans heurt. Pour aborder cette histoire, il convient de prendre en compte une dualité musée / sciences anthropologiques dont les éléments s'attirent et se déchirent en fonction des périodes considérées et suivant le rôle social que tient à faire jouer l'État au musée. L'histoire des rapports entre musée et science laisse ainsi apparaître de grandes ruptures correspondant à la réforme, voire à la métamorphose<sup>1</sup>, des institutions patrimoniales dépendantes de l'État.

Dans cette histoire, la colline de Chaillot a toujours occupé une position centrale. Même si tout ne commence pas au Trocadéro<sup>2</sup>, c'est en effet en 1882, dans la foulée des premières expositions universelles françaises et autres spectacles forains (Py et Vitard, 1985), qu'est inauguré le Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET). Reprenant en partie le palais édifié pour l'Exposition universelle de 1878, il constitue alors la première institution en France à regrouper en un lieu unique les productions matérielles des peuples des différents continents. Le MET établit ainsi *l'imgo*, le stade adulte, de la structure chargée de regrouper les collections - jusque là éparpillées entre plusieurs institutions - d'une jeune discipline qui cherche alors à s'affirmer : l'ethnographie.

Cependant et après des débuts prometteurs, le Musée d'Ethnographie du Trocadéro, critiqué par les scientifiques<sup>3</sup> et boudé du public, tombe en désuétude dès le début du XX<sup>e</sup> siècle.

A l'occasion de L'*Exposition internationale des Arts et Techniques dans la vie moderne* de 1937, l'ancien Palais du Trocadéro se transforme en Palais de Chaillot. Le Musée de l'Homme, inauguré le 20 juin 1938, devient alors, selon son créateur et directeur, l'anthropologue Paul Rivet (1876-1958)<sup>4</sup>, « l'héritier » (Rivet, 10 janvier 1938 : 31) tout désigné du Musée d'Ethnographie du Trocadéro. Il reprend en effet l'emplacement et les collections de ce dernier, à l'exception de celles dédiées aux régions de la France métropolitaines, tout en recevant les collections ostéologiques et préhistoriques du laboratoire d'anthropologie du Muséum national d'histoire naturelle.

Seulement, ce « musée laboratoire », cadre théorique et muséographique d'une étude et présentation de l'homme dans toutes ses dimensions, qui redéfinit les rapports entre musée et science (Jamin, 1988) et qui place l'ethnographie au sein de l'histoire naturelle développée au

---

<sup>1</sup> Le concept de métamorphose permet de concilier deux notions a priori antagonistes : la *transformation* de l'apparence et la *persistance* de l'être. Il permet ainsi d'introduire un point de rupture entre deux états d'une même entité et de se distinguer d'une transformation ou d'une maturation graduelle.

<sup>2</sup> C'est dans une fin de XVIII<sup>e</sup> siècle marquée conjointement par la question philosophique du « lien social » et par la constitution du patrimoine républicain qu'émerge l'idée de musée anthropologique.

<sup>3</sup> Notamment Arnold Van Gennep dès 1907 ou encore Marcel Mauss en 1913.

<sup>4</sup> Né le 7 mai 1876 à Wasigny (Ardennes), Paul Rivet est élève à l'École du service de santé militaire de Lyon, quand il participe à la mission géodésique en Équateur du Service géographique de l'Armée, entre 1901 et 1906. A son retour, il intègre le laboratoire d'anthropologie du Muséum national d'histoire naturelle d'Ernest-Théodore Hamy. Assistant de René Verneau en 1909, Rivet devient titulaire de la chaire d'anthropologie du Muséum national en 1928. Il obtient alors le rattachement du Musée d'Ethnographie du Trocadéro au Muséum national, puis, avec son sous-directeur Georges Henri Rivière, réorganise entièrement le musée qui devient le Musée de l'Homme en juin 1938 (Laurière, 2008).

Muséum national, connaît à son tour une lente dégradation de son aura après avoir connu une inauguration triomphale.

En 1995, le projet présidentiel de valorisation des « Arts premiers » en France vient définitivement sonner le glas du Musée de l'Homme tel que l'avait conçu Paul Rivet. Le rassemblement des collections du Musée National des Arts Africains et Océaniens (MNAAO) avec celles du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'Homme génère, en 1998, la création du Musée du Quai Branly, alors que le regroupement des collections du Musée National des Arts et Traditions Populaires (MNATP) avec celles des cultures européennes du Musée de l'Homme engendre, en 2000, un Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) à Marseille.

Le Musée de l'Homme allait-il disparaître, à l'image du défunt MET, après que ces collections aient contribué à l'émergence de deux nouveaux musées ?

En fait, depuis 2002, l'Etat encourage une redéfinition du Musée de l'Homme autour du rapport *homme / nature*, synonyme d'une « deuxième vie » de l'institution à l'horizon 2015, dans le cadre d'une vaste réforme du Muséum national.

Comme on le constate, l'avènement du Musée d'Ethnographie du Trocadéro, du Musée de l'Homme, du Musée du Quai Branly et la redéfinition actuelle du Musée de l'Homme, constituent autant de jalons dans l'histoire des rapports entretenus entre musée et sciences anthropologiques. Dès lors, que révèlent ces métamorphoses successives des institutions du Trocadéro décidées par l'État ? Que montrent au juste ces remaniements architecturaux et ces mouvements incessants de collections ? Quels héritages se sont légués ces institutions se succédant l'une à l'autre et quels sont finalement les enjeux passés et présents liés à ce patrimoine ?

## **1- De l'existence de collections ethnographiques dispersées à la centralisation au Musée d'Ethnographie du Trocadéro**

L'idée d'un musée ethnographique, institution distincte des musées de Beaux-Arts et d'histoire naturelle, émerge en France à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec Barthélémy de Courçay (1744-1799) et Aubin-Louis Millin de Grandmaison (1759-1818) à la Bibliothèque nationale<sup>5</sup>, ou encore avec Louis-François Jauffret (1770-1850), fondateur de la Société des Observateurs de l'homme<sup>6</sup>.

À partir de la confiscation des collections royales, seigneuriales et ecclésiastiques (proclamées nouvelles propriétés légitimes de la Nation), la jeune République dessine en effet les contours de son patrimoine, afin de tisser un nouveau lien entre les générations passées, présente et futures<sup>7</sup>. Dès lors que se créent les institutions qui en sont les gardiennes<sup>8</sup>, les « curiosités » et

---

<sup>5</sup> En 1795, de Courçay et Millin de Grandmaison fondent le Muséum des Antiques à la Bibliothèque nationale. Basé sur l'association entre collections d'archéologie nationale et d'ethnologie « exotique », le Muséum des Antiques s'inscrit dans la perspective de comparer les civilisations antiques occidentales avec les mœurs et usages des différents peuples jugés « sauvages ».

<sup>6</sup> Jauffret imagine un « Muséum spécial », destiné à recevoir « tous les produits de l'industrie des sauvages, tous les objets de comparaison qui peuvent servir à faire connaître les variétés de l'espèce humaine, ainsi que les mœurs et les usages des peuples anciens et modernes » (Copans et Jamin, 1994 : 16), sorte de « musée d'ethnologie comparée » avant l'heure. Seulement ce projet s'évapore en même temps que la Société des Observateurs disparaît en 1805.

<sup>7</sup> Dans le mot « patrimoine », on retrouve les mots *pater* (père) et *monere* (avertir, rappeler). Le patrimoine serait donc constitué « des choses qui rappellent le père ». Le terme romain de *patrimonium*, concernant une « légitimité familiale qu'entretient l'héritage » (Chastel, 1997 : 1433), suggère également la sauvegarde, l'entretien et finalement la responsabilité des héritiers vis-à-vis de « l'héritage de nos pères » (Cuisenier, 2006).

« antiquités » produites par les peuples se métamorphosent en « vestiges » de « mœurs et d'usages ». En tant que gardienne auto-proclamée de l'universel, la République française se doit en effet, non seulement de partager avec le peuple<sup>9</sup> les biens culturels confisqués, mais aussi de conserver les reliques de « sauvages » qui, selon une conception héritée de l'humanisme des Lumières, se rapprocheraient de l'Antiquité de l'humanité. Les collecter ne reviendrait-il pas de surcroît à se rapprocher des traces disparues de ce qu'avait dû être « l'homme pré-celtique<sup>10</sup> » ?

Toutefois et malgré la présence ancienne de collections, la concrétisation d'un musée ethnographique peine à se réaliser en France, la démarche de « description des peuples » étant encore une discipline subalterne, liée indistinctement à l'archéologie comparative de la Bibliothèque nationale ou à l'histoire naturelle du Muséum national.

En 1827, la création du Musée de la Marine vient encore ajouter à l'ambiguïté institutionnelle et épistémologique de l'ethnographie en lui procurant une troisième institution capable de regrouper les objets issus des voyages d'exploration coloniale. Autrement dit, l'ethnographie et ses collections permettent de nourrir - voire de légitimer - plusieurs discours, tout en apportant une contribution auxiliaire à différentes institutions déjà établies<sup>11</sup>. À cette époque, où se fixent les grands axes du patrimoine national, l'heure n'est donc pas à un musée spécifiquement ethnographique.

De 1855 à 1878, les expositions universelles parisiennes viennent à leur tour ajouter de nouvelles façons d'envisager les collections dites « ethnographiques »<sup>12</sup>. Dans un contexte de valorisation du « progrès » et des « arts industriels », certains objets « remarquables » des peuples lointains ou disparus<sup>13</sup> sont alors légitimement envisagés sous leur aspect esthétique, devenant même des sources pour revitaliser la production artisanale occidentale. C'est ainsi que l'objet « témoin » d'une civilisation, jusque-là propre à éclairer « l'avancement » d'un peuple, côtoie dès la fin des années 1860 les œuvres de l'artisanat occidental au cours d'expositions « rétrospectives » dédiées aux « Beaux-Arts appliqués à l'industrie ».

Mais cette tentation de raccorder l'ethnologie à la comparaison historique de « l'avancée de l'art dans la civilisation » ne donne pas corps à un musée. Dans un contexte idéologique marqué par la théorisation des races, l'ethnographie est avant tout une entreprise de « sauvetage de l'altérité » mise à mal, tant par le processus uniformisateur colonial, que par celui de l'industrialisation de l'État-nation français. L'ethnographie acquiert alors au cours

---

<sup>8</sup> Les collections confisquées deviennent *collections nationales*, accessibles à tous. Inaliénables, car soustraites au marché, elles fondent le musée national, institution propre à l'État et devenant ainsi, selon l'acception française, un *agenda*.

<sup>9</sup> « Le peuple doit entrer en pleine possession de ce qui est de plein droit une propriété universelle du genre humain. Les sciences, les arts et les objets qui en relèvent sont les instruments d'un véritable culte de la Raison et de la Liberté, ce qui légitime leur restitution » (Deloche, 1987 : 39).

<sup>10</sup> L'idée de faire remonter les origines du peuple français aux Celtes Gaulois émerge à partir de la Révolution, au moment où se crée l'État-nation français qui doit regrouper une mosaïque de particularismes régionaux autour d'une même identité collective et légitimer son nouveau pouvoir.

<sup>11</sup> Muséum national d'histoire naturelle, Bibliothèque nationale, Musée de la Marine.

<sup>12</sup> La notion « d'objet ethnographique » remonte au début du XIX<sup>e</sup> siècle, époque où l'ethnographie, description des peuples, se cherche vis à vis de l'anthropologie (liée à l'histoire naturelle), de l'archéologie, de la paléontologie et de la géographie. Le qualificatif « ethnographique » recoupe alors, une majorité d'objets toujours utilisés de par le monde, mais aussi des vestiges archéologiques de civilisations disparues, des fac-similés (à échelle réelle ou en modèles réduits), des restes humains, ou encore des représentations de types physiques réalisées à partir de sculptures, de moulages ou de photographies. Il faut attendre l'institutionnalisation de l'ethnographie en France, avec la création de l'Institut d'ethnologie en 1925, pour qu'une définition autonome de l'objet ethnographique soit établie à partir de l'influence théorique du socio-anthropologue Marcel Mauss. L'ethnographie cesse d'être la description exhaustive des peuples à travers l'histoire de l'humanité. Elle recouvre désormais l'étude culturelle, par le biais de l'observation directe (Grognet, 2005).

<sup>13</sup> Le monde rural européen en est exclu.

des années 1870 une véritable utilité sociale encouragée par l'Etat : celle de répertorier les témoignages matériels (appartenant souvent à des sociétés sans écriture) des différents stades supposés de l'humanité, amenés à disparaître avec la « modernité ».

C'est ainsi qu'une volonté scientifique déjà ancienne rencontre, à l'occasion de la préparation de l'Exposition universelle de 1878, la logique patrimoniale républicaine et rejoint finalement la pensée politique du moment. Oscar de Watteville (1824-1901), directeur des Sciences et Lettres au ministère de l'Instruction publique, soutient en effet le projet de l'établissement d'un musée ethnographique où l'on étudierait l'homme en tant que « créateur » et non pas en tant que « créature » (de Watteville, 1877 : 4), comme le fait déjà le Muséum d'histoire naturelle. Aussi, loin de concurrencer les établissements existants, il apporterait tout au contraire une complémentarité rendue nécessaire par la spécificité de ces objets ethnographiques, fondamentalement différents des objets artistiques, archéologiques ou anthropologiques (*ibid.*).

En sauvegardant toutes les traces des cultures disparues ou amenées à disparaître, l'inédit Musée d'Ethnographie du Trocadéro (MET) se nourrit alors, tant de la « mission civilisatrice » de l'État colonial, que de l'unification de l'État-nation en métropole et en devient finalement le miroir<sup>14</sup>. Ainsi, l'ethnographie, discipline de *l'urgence* à l'objet présumé volatil, s'institutionnalise dans le lieu privilégié du musée, comme une science tentant de déjouer l'entreprise destructrice du temps en conservant le patrimoine de l'humanité plus que celui d'une nation en particulier.

Seulement, au moment où l'État décide de la création du Musée d'Ethnographie du Trocadéro destiné à présenter « l'histoire des mœurs et des coutumes des peuples de tous les âges » (Jules Ferry, 1880 *in* Dias, 1991 : 176-177), la communauté scientifique, hésitant entre une conception monogéniste ou polygéniste de l'humanité, aspire non pas à un « simple » musée ethnographique, où seules les productions matérielles seront théoriquement exposées, mais à un véritable musée anthropologique, combinant la quête des origines de l'homme et la recherche des filiations entre les « races » et peuples de la terre à partir de la description exhaustive de l'altérité de l'humanité<sup>15</sup>.

Autrement dit, la relation science / musée qui s'engage au Trocadéro semble débiter par un décalage, presque un mal entendu, entre la volonté politique imposant un musée ethnographique et la communauté scientifique réclamant un musée anthropologique.

---

<sup>14</sup> Si le Musée d'Ethnographie du Trocadéro ouvre ses portes en 1882, sa présentation est achevée, le 20 avril 1884, en recevant une section consacrée à l'ethnographie de l'Europe et une autre dédiée à l'ethnographie de la France. Dès lors, l'altérité décrite au MET s'établit suivant un axe plus chronologique que géographique et la présentation muséographique donne un panorama des différentes civilisations, des plus « sauvages » déjà disparues aux moins industrialisées, sur le point théorique de disparaître.

<sup>15</sup> Les membres de la Société d'Anthropologie de Paris militent, à la fin de l'année 1878, pour la création d'un nouveau musée des sciences anthropologiques : « *considérant le beau et légitime succès obtenu par l'Exposition des sciences anthropologiques, succès dû surtout à la réunion effectuée pour la première fois de toutes les branches d'études qui se rapportent à l'histoire de l'homme ; qu'un accueil sympathique et empressé a été fait à cette Exposition non seulement par les savants et les hommes spéciaux, mais encore et surtout par le grand public français et étranger ; considérant qu'à l'instar de cette exposition et sur le même plan des musées analogues se forment dans divers pays étrangers ; que l'origine et le développement des sciences anthropologiques sont en majeure partie dus aux recherches et aux travaux des savants français ; que l'intérêt et l'importance des sciences anthropologiques vont toujours croissant ; que ces sciences élargissent considérablement la cadre de nos connaissances ;*

*Considérant enfin que les sciences anthropologiques, qui comprennent tout ce qui se rattache à l'histoire de l'homme, nous fournissent de précieuses données non seulement sur son origine, son développement et ses migrations en général, mais encore qu'elles sont appelées à éclairer les sources les plus inconnues de notre histoire nationale ;*

*Les soussignés proposent à la Société d'Anthropologie d'émettre le vœu qu'il soit fondé à Paris un Musée des sciences anthropologiques » (Bulletins de la Société d'Anthropologie de Paris, 1878 : 495-496).*

## 2- L'invention du Musée de l'Homme ou la fracture du patrimoine

La création du Musée de l'Homme, deuxième temps fort de la relation entre sciences anthropologiques et musée, semble directement dépendante de la mort institutionnelle du Musée d'Ethnographie du Trocadéro.

Toutefois, la fin du MET n'a pas pour seule conséquence la création du Musée de l'Homme. À cette dernière vient également s'ajouter la création du Musée National des Arts et Traditions Populaires (MNATP) et la rénovation du Muséum national d'histoire naturelle. L'ensemble des collections dites ethnographiques du MET est en effet divisé en deux fonds. L'un constitue un nouveau musée en soi (MNATP)<sup>16</sup> et l'autre se voit complété par les collections anthropologiques du Jardin des Plantes, alors que l'histoire des sciences et des institutions les avait précédemment séparés en deux entités (galerie d'anthropologie du Muséum national / MET) à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Au regard de l'histoire des collections et d'un point de vue institutionnel, cette *invention* d'un Musée de l'Homme dépendant du Muséum national - voulue par Paul Rivet et soutenue par le directeur du Muséum national de l'époque, Paul Lemoine (1878-1940) - correspond en fait à la centralisation au Trocadéro de tout ce qui concerne l'étude de l'homme « fossile et actuel »<sup>17</sup> (laboratoire, galeries, collections et personnel), à l'exception de l'Institut de Paléontologie humaine<sup>18</sup>. Aussi est-ce bien également la rénovation du Muséum national qui se joue derrière l'établissement d'un Musée de l'Homme au Trocadéro. L'anthropologie, dernière branche créée au sein de l'histoire naturelle, quitte physiquement son berceau du Jardin des Plantes pour prendre ses quartiers au Trocadéro, tout en restant administrativement liée au Muséum national. En contrepartie, ce départ permet un agrandissement de la galerie de paléontologie au Jardin des Plantes. L'histoire naturelle de l'homme développée par les scientifiques du Muséum national se retrouve ainsi pour la première fois installée à l'écart du règne animal et végétal du Jardin des Plantes. En ce sens, le Musée de l'Homme est bien plus l'héritier du Muséum national que celui du Musée d'Ethnographie (établissant initialement quant à lui une rupture avec les collections anthropologiques) et correspond fondamentalement à une autonomisation partielle, ou tout du moins physique, de l'histoire naturelle de l'homme au sein du Muséum national.

Du point de vue des collections, le Musée de l'Homme reçoit donc les crânes, squelettes, « *cheveux de toutes les races du monde, des séries de fœtus, des collections de cerveaux de diverses races ou encore provenant d'hommes éminents comme Broca, Gambetta, le Général Faidherbe, le préhistorien de Mortillet, ou venant au contraire de criminels* » (Vallois, 1956 : 26), les momies, les déformations pathologiques du corps humain et les bustes appartenant au Laboratoire d'anthropologie du Jardin des Plantes. Aussi, est-ce bien avant tout la galerie des « races fossiles et actuelles » - présentant dans chacune des vitrines, les squelettes de chaque « race » envisagée, accompagnés d'une carte indiquant leur aire de répartition et d'un texte récapitulant les principales caractéristiques significatives (couleur de la peau, taille, pilosité,

---

<sup>16</sup> Vers 1889, Armand Landrin, anthropologue du Muséum national et conservateur du MET, avait déjà tenté de réaliser, à partir du noyau des collections du Trocadéro, un « Musée des Provinces de France », qui n'avait pas alors rencontré d'écho favorable de la part de l'Etat ; voir Jamin (1985), Dias (1991) et Fabre (1997).

<sup>17</sup> En 1936, Paul Rivet fait changer l'intitulé de la chaire d'« anthropologie » du Muséum national qu'il dirige depuis 1928. Elle devient chaire d'« ethnologie des hommes fossiles et actuels » : « *Il est regrettable que le mot "anthropologie", (...) ait vu peu à peu son sens se restreindre et qu'il n'évoque plus, le plus souvent, à l'heure actuelle, que l'idée de l'étude des races humaines au point de vue physique. Il est plus regrettable encore que certains esprits aient été victimes de cette variation sémantique au point de vouloir limiter la chaire d'anthropologie du Muséum à cette étude qui n'est qu'une partie de ses attributions* » (Rivet, Lester, Rivière, 1935 : 511).

<sup>18</sup> Enclave monégasque fondée par Albert I<sup>er</sup> de Monaco.

forme du crâne, du nez, habitat, religion,...) - qui distingue le nouveau Musée de l'Homme de l'ancien Musée d'Ethnographie du Trocadéro.

Le nouveau musée du Trocadéro dispose également des 200 000 objets<sup>19</sup> que représentent les collections archéologiques et ethnographiques, dont la gestion et la présentation étaient demeurées problématiques avant la création du MET et qui n'appartenaient pas à l'histoire naturelle selon les anthropologues de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Toutefois, le Musée de l'Homme ne récupère pas le fonds entier du MET. Les collections d'ethnographie de la France sont parties constituer le fonds du Musée National des Arts et Traditions Populaires dans l'autre aile du Palais de Chaillot. Ce départ a été présenté, à l'époque, comme un accroissement des collections rendant nécessaire la création d'une nouvelle institution et, plus récemment (Dias, 1991), comme une incompatibilité d'échelle entre les collections d'ethnographie de la France et celle d'ethnographie « exotique », les premières permettant une analyse plus détaillée des provinces françaises en raison de collecte plus affinée. Toutefois, depuis son arrivée à la direction du Trocadéro en 1928<sup>20</sup>, Paul Rivet cherche à se défaire de la charge des collections d'ethnographie concernant les régions de la métropole (fermeture de la « Salle de France »)<sup>21</sup> et soutient George Henri Rivière<sup>22</sup>, alors sous-directeur du MET, dans son projet de création d'un musée autonome consacré à ce type de collections<sup>23</sup>. En fait, les deux musées, soutenus par le gouvernement du « Front Populaire », jumeaux<sup>24</sup> de par leur date de création, l'origine de leur fonds principal et siamois par leur emplacement au Palais de Chaillot, ne délivrent pas le même message. Les musées de l'aile Passy (Musée de l'Homme) et Paris (MNATP) du Palais de Chaillot correspondent à deux programmes se situant à des niveaux différents de l'étude des productions matérielles de peuples qu'il convient, à ce moment de l'histoire, de distinguer au sein du patrimoine français. Selon la représentation évolutionniste et ethnocentrique de l'époque, on ne peut placer les objets constituant les particularités régionales « populaires » des Français, contemporains de ceux utilisés par les « primitifs » du reste du monde, dans le cadre épistémologique de l'histoire naturelle. En France, les « races originelles » supposées ont disparu pour former le « peuple français », comme l'enseignent d'ailleurs les manuels scolaires et les ouvrages de

---

<sup>19</sup> Numériquement, ce fonds hérité du MET dépasse de très loin celui provenant du Jardin des Plantes.

<sup>20</sup> La même année, Paul Rivet obtient que le MET soit placé sous la tutelle administrative du Muséum national. Dès lors, le directeur du laboratoire d'anthropologie du Muséum devient de fait directeur du musée du Trocadéro.

<sup>21</sup> « Le Musée d'ethnographie (...) a décidé, et cette décision a été ratifiée par l'Assemblée des professeurs du Muséum auquel il est rattaché, de renoncer à l'ethnographie de la France pour se consacrer - programme immense - à l'ethnographie du reste du monde et à la préhistoire de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie » (Rivière, Rivet et Cassou, 1<sup>er</sup> février 1932).

<sup>22</sup> Né à Paris le 7 juin 1897, George Henri Rivière, pianiste, gestionnaire de collections privées, critique dans des revues d'art, devient sous-directeur du Musée d'Ethnographie du Trocadéro en 1928, après avoir rencontré Paul Rivet au cours de la préparation de l'exposition consacrée aux « arts anciens de l'Amérique », au Pavillon de Marsan. Le jeune muséographe prend alors une part décisive à la réorganisation du Trocadéro. L'Exposition internationale des arts et techniques de Paris de 1937 lui donne l'occasion d'entériner la décision de création d'un « Musée français », qui deviendra Musée national des Arts et traditions populaires dans l'aile Paris du Trocadéro, et qu'il dirigera jusqu'en 1967, deux ans avant son transfert au Bois de Boulogne. Conservateur et muséologue, directeur de l'ICOM de 1948 à 1964, il est un des principaux promoteurs de la muséographie moderne et participe à la réflexion autour de la création des écomusées dans les années 1970. Il décède à Louveciennes (Yvelines) le 24 mars 1985 (Gorgus, 2003).

<sup>23</sup> « Je me suis fait autoriser dès que le musée d'ethnographie du Trocadéro a été rattaché au Muséum et que j'en ai accepté la direction, à céder au Musée du folklore français, dont je désirais la création, les très précieuses collections ethnographiques françaises que possède le Musée » (Rivière, 1931 : 2).

<sup>24</sup> Daniel Fabre évoque le Musée de l'Homme et « son double » : le musée des Arts et Traditions Populaires (Fabre, 1997 : 3592).

vulgarisation scientifique<sup>25</sup>. Si les objets provenant des régions françaises et hérités du MET demeurent bien des « témoins », selon l'expression générique développée dès le XIX<sup>e</sup> siècle puis reprise sous le contrôle de Rivet, en changeant d'institution, ils deviennent avant tout « les témoins de certains faits sociologiques (...), le signe matériel de quelque chose de vivant » (Rivière, 1936 : 13), ainsi que le souligne Rivière au moment où il ébauche les bases institutionnelles qui donneront le futur MNATP. Autrement dit, le « populaire » français, amené certes à se transformer avec l'industrialisation mais surtout à *perdurer*, ne semble plus pouvoir désormais côtoyer dans des galeries communes les « primitifs » censés quant à eux *disparaître* avec l'assimilation coloniale. Le premier appartient au domaine de la sociologie, à l'étude d'une culture et d'une histoire nationale dont les pages sont à écrire en continu, alors que les seconds, présentant des stades biologiques et culturels archaïques de l'humanité, sont du ressort de l'histoire naturelle universelle.

Cette séparation épistémologique, supposant une discontinuité entre histoire naturelle et histoire culturelle (avec notamment l'invention de l'écriture) et se doublant d'une division inédite au sein du patrimoine français (*peuple français métropolitain / races exotiques*), est légitimée par la mise sous tutelle différenciée des deux nouvelles institutions. Le Musée de l'Homme, héritier proclamé du Musée d'Ethnographie placé sous l'autorité du Muséum national depuis 1928, reste sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale, tandis que les collections d'ethnographie françaises héritées du MET passent sous la tutelle de la direction des Beaux-Arts en intégrant le Musée National des Arts et Traditions Populaires<sup>26</sup>. L'historicité des cultures régionales françaises est donc reconnue de fait, contrairement à celle des autres peuples placés, ou plus justement dit, remis dans le cadre épistémologique de l'histoire naturelle (l'homme en tant que « créature »), alors que le MET les en avait sortis en devant présenter l'homme en tant que « créateur ». L'ethnographie entendue dans l'aile Passy du Palais de Chaillot a donc pour objet l'étude universelle de « la civilisation des peuples de type archaïque » (*Présentation du Musée de l'Homme*, mars 1936 : 1 ; 2Am1 G3 d), alors que l'aile Paris se destine à la sociologie des traditions régionales de la France pouvant être amenées à perdurer dans des pratiques populaires renouvelées. Dans les deux cas, l'ethnographie reste donc une discipline de sauvetage du *fait culturel* passant par les objets et finalement « enchaînée » au musée (Fabre, 1997 : 3594).

Cette scission opérée au sein du patrimoine français conduit ainsi le nouveau musée de l'aile Passy à devenir une institution à vocation universelle dont le discours se limite à une histoire naturelle de l'homme n'incorporant pas la présentation des populations occupant le territoire de la France au-delà du Néolithique<sup>27</sup>. Aussi, et contrairement à ce qu'avance les publicités ou les articles de journaux invitant les visiteurs du Musée de l'Homme à faire « le tour du monde en deux heures » en 1938, ce n'est pas tant le présent culturel et démographique des peuples des différents continents qui y est présenté que la recherche dans un passé plus ou moins proche (suivant les zones géographiques concernées) de la diversité des races et de l'originalité de leurs productions culturelles. Que ce soit dans les deux galeries

---

<sup>25</sup> « Il n'y a point, en effet, de « race » française, pas plus qu'il n'y a de races anglaise, italienne, allemande ou américaine. Le sol de la France apparaît comme une sorte de creuset dans lequel, depuis bien des millénaires, se sont fondus et amalgamés des éléments disparates empruntés à des races multiples et, pour la plupart, déjà métissées » (Encyclopédie par l'image, *Les Races Humaines*, 1924 : 8).

<sup>26</sup> Le 3 janvier 1936, un département des Arts Populaires est créé à la direction des Musées de France. Sous l'impulsion de Georges-Henri Rivière, les anciennes collections collectées par les « folkloristes » sont désormais chargées de faire reconnaître les cultures populaires avec « un musée du peuple pour le peuple » (Christophe, 2003).

<sup>27</sup> L'exposition de la France préhistorique au Trocadéro prend en compte l'établissement préalable du Musée des Antiquités nationales dans le Château de Saint-Germain-en-Laye.

d'anthropologie ou dans les galeries ethnographiques<sup>28</sup>, les vitrines tentent en effet de rendre compte des différences *originelles*, plongeant ainsi chaque « race » ou chaque « peuple » envisagé dans un certain état de « pureté » mythique précédant la rencontre coloniale<sup>29</sup>.

Toutefois, si le Musée de l'Homme exclut de son champ les collections ethnographiques des paysans Français, il incorpore - non sans ambiguïté - celles, léguées par le MET, concernant les ruraux Européens de l'époque pré-industrielle. Comme au MNATP, ou même au défunt MET<sup>30</sup>, c'est la notion d'« arts populaires » qui est mise en avant. Seulement, la présence de ces collections au sein d'un ensemble théoriquement lié à l'histoire naturelle semble plus liée à un vide institutionnel<sup>31</sup> qu'à une véritable posture épistémologique. Le « rural européen » devient ainsi un héritage patrimonial assumé du MET, plaçant - suivant les peuples considérés - le temps de l'altérité présentée par le Musée de l'Homme, soit avant l'entreprise de colonisation occidentale, soit avant la création des états-nations industriels.

Autrement dit, avec la création du nouveau musée de l'aile Passy du Trocadéro centré officiellement sur l'histoire naturelle de l'homme et sur le concept de *race*, les objets ethnographiques - provenant de toutes les régions du monde à l'exception de la France - semblent retrouver de fait le statut dont les avait pourtant - en partie - sortis la création du Musée d'Ethnographie du Trocadéro et la professionnalisation de l'ethnographie dès la deuxième moitié des années 1920<sup>32</sup>. La reconnaissance unanime par les anthropologues français de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que les « primitifs » ne constituaient déjà plus alors des groupes « naturels », l'existence de missions ethnographiques à part entière dès les années 1930 pouvant incorporer ou non une composante anthropologique, le principe méthodologique de l'observation directe de l'usage des objets collectés afin de dissocier l'objet « typique » de l'objet de « contact », ainsi que les travaux sociologiques montrant l'historicité des cultures dites « primitives », auraient en effet dû faire sortir définitivement l'objet « témoin » ethnographique de son rôle d'archive permettant « de mesurer les progrès énormes accomplis par l'humanité » (*Instructions Sommaires*, 1931 : 5). Mais le concept même du Musée de l'Homme, lié à l'histoire naturelle développée au Muséum national, fait retourner la démarche ethnographique au rang de science auxiliaire d'une *ethnologie* - entendue par Rivet<sup>33</sup> - qui a pour but fondamental de dresser « un panorama » (Rivet, 10 janvier 1938 : 31) de l'espèce humaine et des progrès techniques des races avant tout contact avec la civilisation européenne ou l'ère industrielle. Ainsi, comme le comprennent certains journalistes, le nouveau musée de l'aile Passy est fondamentalement tourné vers le passé, vers l'histoire de l'humanité universelle, et « a cet avantage de nous révéler parfaitement la valeur esthétique de presque tous les objets fabriqués, sans l'usage de la machine, par les peuples qui ont, ou qui avaient gardé leur personnalité » (Gallotti, 10 juillet 1938).

---

<sup>28</sup> Le Musée de l'Homme présente dans ses vitrines géographiques des peuples « autochtones », implantés de longue date sur les différents continents, l'Amérique du nord n'étant vue qu'au travers des Indiens, les migrants européens et les descendants d'esclaves africains étant érudés.

<sup>29</sup> L'actuel Musée du Quai Branly a été bâti sur cet héritage idéologique.

<sup>30</sup> En décembre 1933, le MET présente l'exposition « L'art populaire roumain », faisant référence à une *tradition ancestrale et immuable* qui se perd dans la nuit des temps : « Comme son ancêtre, le paysan des différentes provinces roumaines crée pour lui-même les menus objets si intéressants de décors et de formes qui servent de cadre à sa vie. Insistons sur ce point que son art ne lui vient pas du dehors. Le paysan roumain ne façonne pas davantage ces objets pour les vendre, et là est justement l'un de ses grands mérites » (Fritsch-Estrangin, janvier 1934 ; 2AM1 B5A).

<sup>31</sup> Issues du fonds du MET, ces collections ne peuvent alors qu'incorporer le Musée de l'Homme ou le Musée National des Arts et Traditions Populaires.

<sup>32</sup> En France, il faut attendre la collusion entre l'intérêt politique colonial et l'avènement d'un Institut d'ethnologie en 1925 dans le cadre de l'Université de Paris, pour que soit mises en place des enquêtes de terrain effectuées par des ethnographes formés à l'observation.

<sup>33</sup> Voir la présentation de « ce qu'est l'ethnologie » par Rivet (1936 : 7-06-1).



### 3- Le succès d'un musée basé sur des principes du XIX<sup>e</sup> siècle dans le contexte troublé de la fin des années 1930

À bien des égards, l'ethnologie développée au Trocadéro à partir de juin 1938 rejoint la raciologie développée depuis le XIX<sup>e</sup> siècle au Muséum national. Le musée du Trocadéro est en effet le cadre institutionnel permettant à Paul Rivet d'asseoir pleinement son projet scientifique d'une science de l'homme, l'*ethnologie*, identique dans les grandes lignes à celui annoncé sous le nom d'*anthropologie* par Armand de Quatrefages de Bréau<sup>34</sup>, titulaire de la chaire d'anthropologie au Muséum national en 1855. Ce projet de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle trouve ainsi, à la fin des années 1930, une concrétisation et une nouvelle visibilité sociale garant de sa reconnaissance, de son utilité et finalement de sa légitimité.

Seulement, « ce complexe des sciences de l'homme » (*Présentation du Musée de l'Homme*, mars 1936 : 1 ; 2AM1 G3d) où l'ethnographie, l'anthropologie, s'unissent à la paléontologie humaine, à la préhistoire, à la sociologie, à la linguistique et à l'étude du folklore européen pour constituer, dans la droite ligne d'une tradition née au début de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un nouveau musée d'histoire naturelle de l'homme dépendant du Muséum national, ne va pas autant de soi qu'il n'y paraît : « La conception réalisée par le Musée de l'Homme a été parfois critiquée. On lui a reproché de grouper artificiellement dans une même maison des sciences totalement différentes. On a déclaré que, si l'appartenance de l'anthropologie proprement dite aux sciences naturelles ne pouvait faire de doute, il en est tout autrement de l'ethnographie, qui relève plus des sciences morales, comme de la préhistoire, dont le nom même indique qu'elle se place à la base des sciences historiques : la réunion de ces trois disciplines sous le couvert des sciences naturelles ne pourrait se faire qu'au détriment des deux dernières » (Vallois, 1944 : 53).

Les champs disciplinaires de 1938 ne sont plus en effet ceux de l'époque où le Muséum national régnait sans partage sur la question de l'homme. La sociologie notamment n'est plus à ce moment, une science épistémologiquement faible et institutionnellement inexistante. De même, l'étude du folklore européen s'élabore au sein d'une communauté scientifique indépendante de celle des naturalistes. Autrement dit, l'ethnographie, qui déjà en 1878 ne pouvait être placée de manière totalement légitime dans le cadre épistémologique de l'histoire naturelle, semble encore moins pouvoir l'être en 1938. Les peuples - et non les races - étudiés de manière comparative et historique par la sociologie, ne sont pas « sans histoire ». Les populations « primitives » montrent une complexité inattendue et les migrations et influences déjà produites au cours de leur histoire interdisent de penser en termes de *racés actuelles* mais imposent plutôt les termes de *peuples* et d'*ethnies*, avec ce qu'ils comportent d'arbitraire dans leurs définitions variables suivant les auteurs considérés (Amselle et M'Bokolo, 1985).

Le Musée de l'Homme qui ouvre ses portes en 1938 semble donc tenir un discours ambigu autour de la notion centrale de « race ». Bousculée par les anthropologues, soit remettant en cause l'existence des races et leur classification<sup>35</sup>, soit voulant faire de l'anthropologie une science capable d'améliorer les « races nationales » et de les « purifier » de leurs éléments « indésirables »<sup>36</sup>, l'ethnologie raciale défendue par Paul Rivet représente toutefois un courant encore institutionnellement dominant que cautionne l'État dans le contexte de la fin des années 1930 marqué par un climat de racialisation (Reynaud-Paligot, 2006) exacerbé de la

---

<sup>34</sup> Né le 6 février 1810 à Valleraugue (Gard), mort à Paris le 12 janvier 1892, Armand de Quatrefages de Bréau est mathématicien de formation et docteur en sciences naturelles. Il succède à Etienne Serres à la chaire d'« anatomie et d'histoire naturelle de l'homme » qu'il transforme en 1855 en chaire d'« anthropologie ». Président de la Société de géographie, il est membre de la Société d'anthropologie de Paris. Il a pour principal disciple Ernest-Théodore Hamy.

<sup>35</sup> A l'image de Franz Boas, Etienne Patte ou Henri Neuville.

<sup>36</sup> Georges Montandon et René Martial, par exemple.

société<sup>37</sup>. L'ethnologie de Rivet repose en effet sur un humanisme prônant l'égalité des races, entendues comme des variétés de l'espèce, tout en pouvant potentiellement s'accorder avec un eugénisme mesuré visant à préserver le *corps social* d'éléments biologiquement perturbateurs (Meyran, 2000).

Dès lors, en regroupant dans un même espace les races « fossiles et actuelles » de l'humanité, le Musée de l'Homme tente de donner une même dignité aux variétés de l'espèce humaine tout en présentant les particularismes amenés à disparaître ou déjà disparus. Valeur refuge, face à la montée des nationalismes, à la résurgence de la xénophobie et de l'antisémitisme au sein de la société française (Noiriel, 2007) et au monde « artificiel » que propose l'industrialisation<sup>38</sup>, l'orientation naturaliste du Musée de l'Homme permet ainsi de présenter une sorte de *monde des origines reconstitué* où la diversité physique et culturelle pacifiée tranche alors avec l'altérité vécue ou ressentie par les Français de l'époque. Détenant l'autorité institutionnelle du discours scientifique sur les objets originels des peuples, le Musée de l'Homme devient ainsi un « monument à la différence » (de L'Estoile, 2007), où les arts non occidentaux jouent un rôle majeur, démontrant par là même au monde, l'universalisme, la confirmation d'une politique coloniale humaniste et un positionnement antiraciste de la France.

Commençant à voir se matérialiser le spectre d'un « conflit des races et des couleurs » (Chollet, 1929), le gouvernement français de la fin des années 1930 trouve donc un intérêt politique et social à la création du Musée de l'Homme, alors qu'en 1878, il n'en trouvait aucun à concrétiser un musée anthropologique voulu par la communauté scientifique regroupée au sein de la Société d'anthropologie de Paris<sup>39</sup>.

Pourtant, au regard de l'état de la science anthropologique et sociologique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Musée de l'Homme n'aurait-il pas eu vocation à naître en 1878 en lieu et place du Musée d'Ethnographie du Trocadéro ? Inversement, au regard de la spécialisation des sciences, un musée d'histoire culturelle de l'homme, soit un musée d'ethnographie, n'aurait-il pas eu vocation à émerger en 1938, comme le suggère la création du MNATP, ou encore celle du Musée des Colonies à la suite de l'Exposition Coloniale de 1931 ? Autrement dit, le concept du Musée de l'Homme, fondé sur une histoire naturelle dominant la question de l'homme en société (à rebours du mouvement de spécialisation des sciences) et profitant d'une idéologie de l'air du temps dominé par la question raciale, n'est-il pas d'une certaine façon scientifiquement daté, voire périmé, avant même son ouverture ?

#### **4- Par-delà les « arts premiers », la « deuxième vie » annoncée du Musée de l'Homme**

Dans les années 1990, à la veille d'une décision présidentielle de valorisation des « arts premiers » qui va radicalement changer son visage, le Musée de l'Homme, fidèle à son principe originel, évoque en galeries les origines de l'homme (préhistoire), l'unité et la

---

<sup>37</sup> Les débats de la communauté anthropologique depuis le début des années 1930 concernent moins l'*origine* des races que leur *avenir* autour du « problème » des métissages, non plus dans les colonies, mais bien dans les États-nations européens.

<sup>38</sup> « *L'exotisme est à la mode. La cause en est peut-être la lassitude que provoque en nous l'uniformité de nos civilisations, où la fabrication en série de toutes choses semble s'étendre jusqu'à nos habitudes et à nos goûts et nous incite à chercher dans les usages des peuples barbares une compensation à la banalité qui nous entoure (...). Si nous pouvions revenir à la simplicité de nos origines, nous nous en trouverions mieux* » (Thévenin, 1933 : 5).

<sup>39</sup> De la même manière, le projet de Georges Henri Rivière d'un musée axé sur la présentation du « peuple français » trouve un écho favorable au moment du « Front Populaire », alors que celui d'un « Musée des Provinces de France » d'Armand Landrin n'en reçut aucun à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

diversité biologique de l'espèce humaine (anthropologie biologique). Il permet également, comme le rappellent les fascicules gratuits disponibles dans le hall, un « tour du monde » à travers la présentation des productions et des activités des peuples (ethnologie), France exceptée. Les galeries permanentes semblent ainsi toujours relever du projet « ethnologique » pluridisciplinaire entendu par Rivet et donnant au musée du Trocadéro son identité propre.

Cependant, plus de cinquante ans après son inauguration triomphale et alors que le désengagement de l'Education nationale vis-à-vis des musées placés sous sa tutelle est pointé du doigt (Héritier-Augé, 1991), le musée du Trocadéro apparaît dans la presse, au mieux comme « poussiéreux » (Pierrard, 30 novembre 1996 : 109) et au pire comme un « bric-à-brac » (Spiteri, 5 novembre 1990), dont « la muséographie hésite entre le (mauvais) décor pour bande dessinée et le fond de grenier » (de Roux, 18 novembre 1995).

Identiques à celles employées autrefois pour caractériser le défunt Musée d'Ethnographie du Trocadéro avant les années 1930, ces critiques et expressions semblent devoir traduire une certaine inertie muséographique. Des projets de rénovation associant préhistoire, anthropologie et ethnologie n'ont pourtant pas manqué d'émerger au cours des années précédentes (1987, 1992, 1995, 1996) et un retour sur l'histoire de l'institution du Trocadéro peut même permettre de distinguer les changements - voire les révolutions - muséographiques et heuristiques accomplis, à l'image de la refonte de la galerie d'anthropologie réalisée en 1974<sup>40</sup>. Cependant, force est de constater que la partie ethnographique, seule section du musée à ne jamais avoir été rénovée et majeure partie de ce dernier, est devenu avec le temps un « musée dans le musée », certaines sections faisant l'objet de rénovation au gré des opportunités (Jamin, 1998 ; Grognet, 2008). Aussi, plus qu'une remise en cause globale du Musée de l'Homme, les critiques dont fait l'objet l'institution du Trocadéro semblent laisser entrevoir, non pas une « crise de l'objet ethnographique » (Gruenais et Ferry, 1990), mais bien fondamentalement une crise de la situation de l'ethnologie au sein du musée.

Avec le projet « arts premiers » de 1996, voulant - en partie - redéfinir le lien entre ethnologie et musée au sein d'une institution indépendante du Muséum national, le Musée de l'Homme semble devoir s'acheminer vers une redéfinition qu'aucun projet scientifique préalable n'a anticipée. Mais, après l'abandon de cette première ambition au profit de la création du Musée du Quai Branly<sup>41</sup>, se pose inéluctablement le problème de l'exposition des collections préhistoriques (500 000 objets) et anthropologiques (30 000 objets) du Musée de l'Homme et finalement celui de l'avenir même de ce dernier<sup>42</sup>.

En fait, la possibilité d'une rénovation du Musée de l'Homme semble alors dépendante de celle entamée par le Muséum national en octobre 2001. Depuis la fin des années 1990, les ministères de tutelles (Education nationale et Recherche) entendent en effet opérer une rationalisation administrative de l'institution créée au Jardin des Plantes en 1793. Celle-ci commence concrètement avec l'arrivée d'un administrateur provisoire en 1999. Puis, pour épauler ce dernier dans sa tâche de réforme, Claude Allègre, ministre de l'Education nationale, met en place, en janvier 2000, un Comité d'orientation présidé par Guy Ourisson

---

<sup>40</sup> Les vitrines d'anthropologie physique instaurées en 1938 et présentant la classification de l'humanité en trois rameaux de l'humanité (« races noires », « races jaunes » et « races blanches ») disparaissent en 1974, à l'initiative du généticien André Langaney. Désormais, l'appréhension raciale de l'anthropologie physique du Musée de l'Homme est définitivement abandonnée (Grognet, 2007).

<sup>41</sup> Voulant définitivement « rompre les amarres avec l'évolutionnisme [et] présenter le monde "différent" au moment où il a été découvert par notre civilisation » (Desveaux, in de Roux, 19 mars 2002).

<sup>42</sup> Inquiet, le personnel se met d'ailleurs en grève en novembre 2001, au moment où les premières collections doivent partir vers leur future destination.

(président de l'Académie des Sciences), faisant suite à différents rapports sur la gestion et l'activité scientifique du Muséum d'histoire naturelle<sup>43</sup>.

Le « Rapport Ourisson » qui en découle propose alors de redéfinir les orientations stratégiques du Muséum en vue de sa refondation, notamment en fédérant la recherche autour de « départements ». Il revient également sur la situation du Musée de l'Homme, atypique au sein du Muséum, puisque comportant, avec l'ethnologie, une discipline qui « *sort du champ des sciences de la nature et de la vie* » (Rapport, 2001 : 29). L'institution du Trocadéro, dont « *l'implantation géographique au Palais du Trocadéro et l'intitulé de l'organisme (Musée de l'Homme) ne signalent en rien, aux yeux du public, son rattachement organique au Muséum* » (ibid.), rencontre de surcroît la défiance de la communauté scientifique : « *Alors que le Musée de l'Homme a connu en recherche ethnologique des années de gloire autour des années 30 et des années de grand prestige intellectuel jusque dans les années 70, son aura a inéluctablement décliné depuis, déclin sanctionné par le retrait en 1987 du soutien du CNRS aux équipes de recherches en ethnologie qui y étaient installées* » (ibid.).

Afin de remédier à cette situation, les membres de la Commission préconisent alors une « refondation » du Musée de l'Homme, devenant un « grand projet du MNHN », où « *l'écologie humaine et l'ensemble des rapports de l'homme dans et avec la nature* » établirait le lien avec les activités du Muséum (ibid. : 30).

Suite au *Rapport Ourisson*, le Muséum national d'Histoire naturelle est doté de nouveaux statuts (décret du 3 octobre 2001). L'ancienne organisation, fondée sur une direction générale scientifique associée à une tradition d'autogestion de l'institution par l'Assemblée des professeurs titulaires de la chaire de chaque laboratoire<sup>44</sup>, devient ainsi caduque. On lui substitue, à l'image des établissements publics appartenant au ministère de la Culture, une gestion désormais dirigée par un directeur général et administrée par un conseil d'administration, où figurent également un président du Muséum assisté d'un conseil scientifique.

Avec l'arrivée de Bernard Chevassus-au-Louis, premier président du Muséum nommé le 14 janvier 2002, la grande réforme du Muséum national se concrétise. En juin 2002, les vingt-six laboratoires scientifiques disparaissent au profit d'une réorganisation créant sept départements de recherche et d'enseignement<sup>45</sup> et trois départements éducatifs et culturels<sup>46</sup>. Le département « Musée de l'Homme » devient ainsi officiellement une galerie d'exposition et de diffusion culturelle. Le département « Hommes, Natures, Sociétés » (H.N.S), fédérant quant à lui - dans un premier temps<sup>47</sup> - toutes les recherches du Muséum concernant l'homme, réunit alors, comme au temps de la chaire disparue d'« ethnologie des hommes fossiles et actuels » de 1936, les anciens laboratoires d'ethnologie, de préhistoire et d'anthropologie

---

<sup>43</sup> Cour des comptes pour les exercices 1985-1994, Comité national d'évaluation en juin 1996 ; rapport conjoint de l'Inspection générale des Finances et de l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale en 1999.

<sup>44</sup> Le décret de la Convention de 1793, fondateur du Muséum national, prévoyait que celui-ci soit dirigé collégalement par les professeurs administrateurs. Le statut de 1985 crée un Conseil scientifique et un Conseil d'administration en lieu et place de l'Assemblée des professeurs.

<sup>45</sup> « Écologie et gestion de la biodiversité », « systématique et évolution », « régulations, développement et diversité moléculaire », « Hommes, Natures, Sociétés », « Histoire de la Terre », « Milieux et peuplements terrestres », « Milieux et peuplement marins ».

<sup>46</sup> « Galeries du Jardin des Plantes », « Parcs zoologiques et jardins botaniques », « Musée de l'Homme ».

<sup>47</sup> Initialement, la préhistoire devait être divisée en deux ensembles, les aspects géologiques intégrant le département « Histoire de la Terre » et la partie culturelle rejoignant quant à elle le département « Hommes, Natures, Sociétés ». Mais cette partition ne reçoit pas l'accord du ministère de la Recherche et le 16 juillet 2002 le Conseil d'administration du Muséum vote la création d'un septième département reconstituant ainsi l'ancien Laboratoire de préhistoire.

biologique<sup>48</sup>. Avec cette réorganisation du Muséum revenant à séparer les fonctions de recherche et d'exposition, le département culturel du musée du Trocadéro est désormais la vitrine légitime du département scientifique « Hommes, Natures, Sociétés », où figure toujours l'ethnologie dans le champ de l'histoire naturelle.

Après la réélection de Jacques Chirac à la présidence, les nouveaux ministres de la Recherche (Claudie Haigueré), de l'Éducation nationale (Luc Ferry) et de l'Ecologie (Roselyne Bachelot), demandent à Bertrand Pierre Galey, nommé directeur général du Muséum national d'histoire naturelle en octobre 2002, d'accorder « *une attention toute particulière à la définition et à la mise en œuvre du grand projet du nouveau Musée de l'Homme, en harmonie avec le déroulement du chantier du quai Branly* » (« Extrait de la lettre de mission » in Roméro, 28 novembre 2002), dans le cadre de la rénovation globale du Muséum.

Bertrand-Pierre Galey se veut alors rassurant sur l'avenir de l'institution du Palais de Chaillot, déclarant qu'il n'a « *pas été nommé pour liquider le Musée de l'Homme, mais pour le rénover (...). Le président Chirac sait que le Musée du Quai Branly n'épuise pas le sujet ethnologique, il veut un Musée de l'Homme* » (Galey in Huet, 29 janvier 2003).

Pourtant, le 13 janvier, un communiqué émanant du service de presse du Musée de l'Homme annonce la « fermeture définitive » de la « galerie Afrique » le 2 mars 2003, ainsi que le calendrier programmé de la fermeture des autres galeries ethnographiques (10 mars pour l'Océanie, 16 mars pour l'Amérique, 20 avril pour l'Asie), alors que le transfert des réserves vers le Quai Branly n'a pas débuté. Dans la presse, cette fermeture programmée devient de manière unanime « la fin d'une époque au Musée de l'Homme »<sup>49</sup>, voire sa fin tout court<sup>50</sup>, à l'image du MNAAO de la Porte Dorée, fermé quant à lui le 31 janvier 2003. Dès lors, l'évocation d'une commission de rénovation supervisée par le préhistorien Jean-Pierre Mohen est prise par une large part du personnel comme un « nouvel écran de fumée » visant à masquer la « fin programmée » du Trocadéro. Et une grève débute le lundi 3 mars 2003.

La transformation du Musée de l'Homme s'engage pourtant et, en début d'année 2004, *Le Nouveau Musée de l'Homme* (Mohen, 2004), livre synthèse des résultats des réflexions de la Commission dirigée par Jean-Pierre Mohen l'année précédente, permet alors d'affirmer médiatiquement le projet de rénovation du musée du Trocadéro qui avait tant fait parler de lui avec l'opposition de son personnel au Musée du Quai Branly et dont le déménagement des collections ethnographiques exposées en galerie avait été souvent assimilé dans la presse à sa fermeture.

Suivant cette publication fixant le socle du « nouveau Musée de l'Homme », ce dernier sera toujours un musée de sciences et sera également un « *musée de société ouvert sur les problématiques contemporaines : l'évolution de l'Homme dans un environnement radicalement renouvelé* » (*ibid.* : 7).

En ce sens, le « nouveau » musée devra être le prolongement éditorial de la Grande Galerie de l'Évolution du Jardin des Plantes, où l'homme est présenté en tant que facteur d'évolution. Centré sur l'espèce humaine, « *dans son rapport avec l'histoire et avec l'environnement, le Musée de l'Homme complète ceux des autres musées nationaux qui peuvent être amenés à aborder, mais sous des angles très différents, des thématiques proches, comme le Palais de la Découverte, la Cité des Sciences et de l'Industrie, le musée des Arts et Métiers ou encore le musée du Quai Branly et le musée des Antiquités nationales* » (*ibid.* : 8).

---

<sup>48</sup> En 1936, à la demande de Paul Rivet, l'ancienne chaire d'« anthropologie » du Muséum national est rebaptisée chaire d'« ethnologie des hommes fossiles et actuels ». À partir de 1972, cette chaire sera divisée afin de finalement constituer trois chaires autonomes pour l'ethnologie, la préhistoire et l'anthropologie biologique.

<sup>49</sup> *Le Maine Libre*, Centre Presse Aveyron, Est Eclair, Libération Champagne, Journal de l'Île de la Réunion, Les Nouvelles de Tahiti, 15 janvier 2003 ; *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 26 janvier 2003.

<sup>50</sup> « Les derniers jours du Musée de l'Homme », *Le Parisien Dimanche*, 2 mars 2003.

Le nouveau musée s'apprête ainsi à combler un vide institutionnel sur la présentation du rapport *homme / nature* dans les musées français, autour du « concept fédérateur » (*ibid.* : 25) d'une histoire naturelle et culturelle de l'espèce humaine, reprenant ainsi l'héritage intellectuel de Buffon. Présenter les origines de l'homme, son histoire naturelle, tout en révélant l'histoire culturelle de la nature liée à l'action de l'homme, telle est l'orientation générale du projet à réaliser.

## 5- Un nouveau musée sensible aux préoccupations gouvernementales du moment

Comme le souligne la lettre de mission gouvernementale du 20 mars 2003 adressée à Jean-Pierre Mohen, ce nouveau musée aura avant tout un message politique et citoyen à transmettre : « *Vous préciserez les moyens d'information et de sensibilisation du public relative à la vocation du lieu : la connaissance et la prise de conscience de la fragilité de l'humanité dans son environnement, et de sa responsabilité collective qui l'unit dans son rapport à la nature, dans la perspective du développement durable, notamment à travers l'exemple des sociétés anciennes et premières* » (Ferry, Bachelot, Aillagon, Haigneré, 2003, in Mohen 2004 : 139-140).

Ainsi, l'écologie, avec la disparition de la biodiversité et le « recul du naturel au profit de l'artificiel », « le développement durable », avec les « ressources naturelles menacées » (*ibid.* : 123), bref l'avenir de l'homme « sur et avec la planète » (*ibid.* : 57), viennent se joindre au message d'antan de l'unité de l'espèce humaine « *dans une perspective de citoyenneté et de responsabilité* » (*ibid.* : 58).

Origines passées de l'homme et « *inquiétude [actuelle] face à la responsabilité de ses actions* » (*ibid.* : 61), tel est le nouveau message du musée, axé sur un rapport *nature/culture* où les « peuples premiers »<sup>51</sup> semblent également pouvoir être mis à contribution pour montrer « *l'humanité rayonnante et fragile* » (*ibid.* : 112).

La référence aux « sociétés anciennes et premières » semble ainsi devoir s'apprécier dans un rapport historique de l'homme à son environnement, où les premières populations humaines (aux effectifs réduits) sont vues comme préservant l'écosystème alors que l'homme moderne et industriel détruit la nature (*ibid.* : 112), vit dans un monde qu'il rend artificiel (mégapoles) et fait se poser la question de la pérennité même de l'espèce dans un cadre qu'il déstabilise de manière irrémédiable.

Comme on le constate, le « nouveau Musée de l'Homme » correspond fondamentalement à de nouvelles préoccupations politiques et à une redéfinition de son rôle social. Le Musée de l'Homme de 1938 concrétisait la rencontre entre le développement institutionnel et scientifique de l'ethnologie - « science avec conscience » (Jamin, 1988) défendue par Rivet - et l'humanisme universaliste mêlé à l'antiracisme proclamé par l'État de l'époque, dans un climat mondial de montée de la xénophobie. Le nouveau projet quant à lui est déterminé par l'orientation ministérielle fixant comme objectif principal aux scientifiques du Muséum de responsabiliser les concitoyens face aux problèmes environnementaux liés au développement de la modernité industrielle, au moment où la question écologique devient un enjeu politique et économique (*développement durable*), national et international.

Plus d'un siècle après le Musée d'Ethnographie du Trocadéro et avec en arrière fond une mondialisation censée engendrer la disparition de la diversité culturelle de l'humanité, le nouveau Musée de l'Homme rejoint ainsi l'humanisme différentialiste qui avait déjà prévalu au temps de la colonisation culpabilisée du début du XX<sup>e</sup> siècle et qui avait conduit en partie à

---

<sup>51</sup> Encore en attente de l'ouverture du MQB à ce moment.

sa création en 1938. Cette vision de l'altérité à *conserver*, voire à *défendre* de la corruption de l'Occident, en plein cœur du renouveau du Musée de l'Homme, semble devoir se comprendre comme une allégeance du musée au discours politique de la dernière tutelle (ministère de l'Écologie et du Développement durable) en date du Muséum. L'environnement, autrefois objet de recherches scientifiques, est devenu récemment une préoccupation politique et économique avec un nouveau ministère qui lui est dédié. Le *sens ancestral du développement durable*, telle semble être désormais la leçon fondamentale qu'aura à proposer à l'avenir le nouveau département du Musée de l'Homme au sein du Muséum national.

## 6- Au-delà des métamorphoses apparentes : les rendez-vous manqués du Trocadéro

Au regard de ces différentes métamorphoses du Trocadéro, on constate que, tous les soixante ans environ (1878, 1937, 1996), s'opèrent une reconfiguration et une redéfinition du rôle social des institutions nationales chargées d'exposer les collections dites « ethnographiques ».

Mais, avec l'ouverture du Quai Branly et la rénovation annoncée du Musée de l'Homme autour d'une présentation de l'histoire naturelle de l'homme, la France se retrouve finalement dotée d'un dispositif institutionnel qu'elle a déjà connu près de cent trente ans auparavant avec, d'un côté l'exposition des productions culturelles des peuples et de l'autre, la présentation de l'histoire naturelle de l'humanité, comme si le Musée de l'Homme inauguré en 1938 avait été une sorte d'impasse institutionnelle<sup>52</sup>.

En fait, les créations successives du Musée d'Ethnographie du Trocadéro, du Musée de l'Homme, puis du Musée du Quai Branly témoignent à la fois de la division incessante du patrimoine national et du décalage permanent entre l'état de la science, l'institutionnalisation du patrimoine et les aspirations politiques des différents gouvernements du moment. À bien des égards, ce cycle fonctionne en effet comme une suite continue de *rendez-vous manqués* entre le musée, son ambition sociale et l'état de la science. Et si depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les collections ethnographiques appartenant à l'État sont en perpétuel mouvement, l'analyse montre qu'elles le sont plus pour des motifs idéologiques et politiques qu'épistémologiques. Depuis leurs origines, les musées ethnographiques ou anthropologiques parisiens semblent fondamentalement voir le jour à des moments clefs où ils doivent justifier le message républicain, voire compenser un déséquilibre éventuel entre l'opinion publique et le discours de l'État. Le Musée d'Ethnographie du Trocadéro apparaît à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour archiver ce que contribue à faire disparaître, tant la « mission civilisatrice » de la métropole dans ses colonies, que l'unification de l'État-nation au-delà des particularismes régionaux. Le Musée de l'Homme et ses vertus antiracistes émergent quant à eux dans une période marquée conjointement par le paradigme racial, la montée du fascisme en Europe et une recrudescence de la xénophobie en métropole<sup>53</sup>. Dans les années 1990, à l'heure où l'immigration (envisagée de manière récurrente comme un « problème » depuis les années 1980) devient un enjeu électoral majeur et où le modèle républicain craint un communautarisme à l'américaine, le gouvernement français décide de la création du Musée du Quai Branly, reprenant une logique esthétisante (déjà vue au Trocadéro) afin de conférer une même dignité aux cultures étrangères par l'entremise de l'art, tout en lançant parallèlement le projet d'un « centre sur

---

<sup>52</sup> Avec la division de la bibliothèque du Musée de l'Homme en deux ensembles - la préhistoire et l'anthropologie biologique restant au Trocadéro et l'ethnologie partant au Quai Branly - on retrouve la situation déjà connue avant 1938.

<sup>53</sup> On a vu également que le Musée permanent des Colonies a été réalisé afin de faire la promotion de l'entreprise coloniale alors peu populaire en métropole.

l'histoire et la mémoire de l'immigration en France »<sup>54</sup>, à la suite du choc du deuxième tour des élections présidentielles de 2002. De même, alors que l'opinion publique semble hésitante vis-à-vis de l'adhésion au processus politique de constitution européenne, l'État lance le projet d'un inédit Musée National de l'Europe et de la Méditerranée, regroupant opportunément les collections du Musée National des Arts et Traditions Populaires avec les collections européennes du Musée de l'Homme, exclues du Quai Branly. Parallèlement, la redéfinition annoncée du Musée de l'Homme - devenu un département culturel au lien institutionnel réaffirmé avec le Muséum national - semble pouvoir reprendre à son compte le mythe de la recherche nostalgique de l'authenticité perdue des « peuples premiers » vivant en harmonie avec la nature et celui de la diversité originelle à préserver, face à un monde technologique *contre nature* qui s'emballe et engendre des conséquences écologiques néfastes pour la survie même de l'espèce humaine. Le musée d'histoire naturelle de l'homme programmé risque donc, lui aussi, de venir s'échouer sur l'éternel écueil des dichotomies *nature / culture, pureté / impureté*, « nœud gordien » (Morin, 1973) de la pensée occidentale, revenant finalement à opposer les peuples occidentaux et les « autres ».

Ces métamorphoses du Trocadéro et les jeux de chaises musicales des collections nationales qui y sont liés semblent ainsi devoir s'enchaîner comme si les musées contenant le patrimoine national étaient chargés de régler - voire de « purifier » (Price, 2007 : 128) - les problèmes internes de la nation, en écartant soigneusement l'histoire coloniale de la France, grande refoulée des musées nationaux. Cette omission des musées rend alors d'autant plus problématique l'inscription des objets provenant de nations aujourd'hui étrangères dans l'héritage national commun. « Le musée de l'Autre », formule de Stéphane Martin pour annoncer l'identité du musée du Quai Branly, vient en effet entériner le principe d'occultation de la double dimension patrimoniale de ses collections constituant avant tout l'héritage des rapports longtemps entretenus entre la France métropolitaine et ses colonies. Ces objets du patrimoine français, mais ne se déclarant pas comme tels, deviennent, une fois édulcorés de leur passé - voir passif - colonial, les « témoins » de pratiques étrangères « traditionnelles », soulignant alors une altérité originelle, une dichotomie culturelle fondamentale entre *nous* et les *autres*.

Non sans une certaine ambiguïté, le recours aux Beaux-Arts et à l'histoire universelle de l'art proposée au Quai Branly doit pourtant être vu comme un ciment unificateur entre les peuples. Issu d'une tradition universaliste revisitée des musées nationaux, il est en effet une alternative à la difficulté lancinante rencontrée par les musées républicains scientifiques - à l'image de ceux se succédant au Trocadéro - de présenter simultanément l'unité biologique et la diversité culturelle de l'humanité. Or, penser l'unité - ou la « cohésion nationale » - à partir de la diversité constitutive de la France, n'est-ce pas également le « problème » de la République depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ?

La série de rendez-vous manqués entre les musées du Trocadéro et la science anthropologique nous amène ainsi à envisager une certaine *fatalité structurelle* de l'orientation du discours des institutions, déterminée à partir d'enjeux politiques mis en avant par les gouvernements en place.

Toutefois, si l'histoire des musées ethnographiques ou anthropologiques du Trocadéro et du Quai Branly est actionnée par des leviers récurrents, le mécanisme a quant à lui sensiblement évolué depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Initialement, les politiques décidaient de la création d'une institution à partir de collections préexistantes, puis nommaient des scientifiques qui en définissaient le contenu et en étaient les directeurs. Aujourd'hui, au regard de l'émergence du Quai Branly, de la refonte du Muséum national ou encore de la rénovation du Musée de l'Homme, les gouvernements décident toujours de l'opportunité de la création ou de la

---

<sup>54</sup> Devenu Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.



redéfinition des institutions. Mais ils déterminent également l'orientation même du discours avant toute ingérence scientifique, sans que collections constituent nécessairement un déterminant au discours<sup>55</sup> et surtout, nomment à la tête des institutions des directeurs qui ne sont plus des scientifiques, ni même des conservateurs du patrimoine, mais des énarques affiliés à la majorité du moment<sup>56</sup>.

Et pendant que l'État place des administratifs - censés notamment être de meilleurs gestionnaires - à la tête de ses musées, il incite parallèlement à une réforme de ses institutions culturelles et scientifiques (à partir de critères déjà mis en place au préalable dans les institutions dépendant du ministère de la Culture et de la Communication) qui doivent dorénavant trouver des compléments à leur budget initial fourni par leurs tutelles. En devenant des établissements publics à caractère administratif (EPA), les musées nationaux doivent alors gérer au mieux le budget provenant de l'État (subventions des ministères de tutelle) et surtout trouver d'autres sources de financements (entrées, mécénat, locations d'espace, partenariat avec la société civile et les entreprises...). Autrement dit, à la logique du « musée-laboratoire », avant tout scientifique et à volonté pédagogique (mais ne rencontrant pas forcément l'enthousiasme du public), s'est substituée celle de l'établissement culturelle devant impérativement séduire et ainsi tendre idéalement vers un certain auto-financement<sup>57</sup>.

Au moment où, plus que jamais, les fonctions politiques et culturelles (qui tendent de plus en plus à se confondre) du musée priment sur la fonction scientifique (réduite à n'être que la caution des deux autres), la gestion au quotidien des collections ainsi que les expositions deviennent à présent l'affaire des professionnels formés par l'École nationale du patrimoine. Contractualisée et désormais déterminée par la programmation culturelle validée par la direction administrative, la logique de recherche devient *appliquée* et voit ainsi son statut passer de « dominant » à celui de « dominé ».

Alors que les scientifiques du Trocadéro se sont longtemps demandé à quoi pouvait servir le musée pour leur science, les logiques patrimoniales et culturelles sont ainsi venues inverser le questionnement. Aussi, comme les changements de leurs noms l'indiquent, les musées d'ethnographie disparaissent (Turgeon et Dubuc, 2002 ; Hainard, 2006), ou plutôt se métamorphosent, devenant des musées d'arts et d'histoire, en un mot, de patrimoine.

Au regard de l'histoire des métamorphoses du Trocadéro, force est donc de constater que les musées anthropologiques français diffusent, depuis leurs origines, une vision du rapport *Occident / Reste du monde* placée sous l'angle de la *différence* et que le parti pris classique de la constitution du patrimoine semble condamner l'objet de musée à n'être que le témoin, voire le vestige, d'une pratique originale et authentique, disparue ou sur le point de l'être. Le divorce paraît de fait inéluctable entre le « musée conservatoire », sacralisant « l'objet authentique » de cultures devenant faussement immuables, et la démarche anthropologique, processus continu d'observation des identités en mouvement, remettant en cause l'idée même de « pureté culturelle ». Mais est-ce pour autant la fin de la relation entre anthropologie et musée ?

---

<sup>55</sup> Les collections actuelles du Musée de l'Homme, provenant des anciens laboratoires de préhistoire et d'anthropologie physique, ne peuvent à elles seules constituer les supports du nouveau discours. De même, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, inaugurée en 2007, a été créée, fait inédit dans l'histoire des musées nationaux français, sans collection patrimoniale préalable (Grognet, 2012).

<sup>56</sup> Les énarques dirigeant les derniers établissements en date ont tous travaillé auparavant pour les majorités politiques qui les ont nommés : Stéphane Martin, pour le Quai Branly, Bertrand-Pierre Galey, pour le Muséum national, Bruno Suzzarelli pour le MuCEM, auxquels on peut ajouter de manière emblématique, Jacques Toubon, à la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration.

<sup>57</sup> Voir à ce sujet l'onglet « Soutenir le musée. Privatiser » du site internet du Musée du Quai Branly.

Revendiquer la légitimité d'un regard, sur des objets et des sujets pouvant présenter l'élaboration en continu d'identités en miroir et de patrimoines réciproques, tel pourrait-être aujourd'hui le moteur du lien moderne entre anthropologie et musée. L'histoire récente des grandes institutions parisiennes, autrefois vitrines de la discipline, montre en effet la nécessité de redéfinir ce rapport musée / anthropologie et plus largement le rapport anthropologie / société civile, en comptant non plus sur une légitimité de fait du discours scientifique sur certains types de productions culturelles, mais en l'inscrivant au contraire dans un système d'alliances et de stratégies visant à reconquérir une nouvelle visibilité et lisibilité de son rôle social au-delà des registres convenus. Au moment où, selon l'expression de Marc Augé, « le sens des autres » (Augé, 1994) se perd et s'exacerbe tout à la fois et alors qu'un généticien - Axel Kahn - rappelle à l'opinion publique que la famille est avant tout une construction sociale<sup>58</sup>, l'ethnologie saura-t-elle se défaire de son image surannée de science des « sociétés archaïques » et imposer son expertise dans des domaines pour lesquels le sens commun ne l'attend a priori pas ? Au cœur de l'espace public, les musées et leurs expositions deviendront-ils alors des leviers permettant à la science d'afficher son vrai visage ? Et si l'avenir social de la discipline se jouait aussi dans les musées d'aujourd'hui ?

---

<sup>58</sup> En septembre 2007, lors du projet de loi sur l'utilisation de tests ADN pour prouver la filiation lors d'un regroupement familial.

## Références bibliographiques

Amselle Jean-Loup et M'Bokolo Elikia, 1985, *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et État en Afrique*, Paris, Ed. de La Découverte.

Augé Marc, 1994, *Le sens des autres. Actualité de l'anthropologie*, Paris, Fayard.

*Bulletins de la Société d'Anthropologie de Paris*, 1878 « Proposition. Compte-rendu de la séance du 19 décembre 1878 », Tome I, troisième série, pp : 495-496.

Chastel André, [1984] 1997, « La notion de patrimoine », in P. Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, volume I, Paris, Gallimard, pp : 1433-1468.

Chollet C, 1929, *Problèmes de Races et de Couleurs. Le Conflit - La Réconciliation*, Paris, Société des Missions Evangéliques.

Christophe Jacqueline, 2003, « Georges Henri Rivière aux commandes du département des Arts et Traditions Populaires », in J. Christophe, D-M Boëll et R. Meyran (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Editions de la maison des sciences de l'homme, pp : 217-230.

Copans Jean et Jamin Jean, [1978] 1994, *Aux origines de l'anthropologie française, les mémoires de la Société des Observateurs de l'Homme en l'an VIII*, Paris, Jean-Michel Place (« Les cahiers de Gradhiva » n°23).

*Communiqué de presse*, mars 1936, « Présentation du Musée de l'Homme », pp : 1-2. Archives du Musée de l'Homme 2AM1 G3d.

Cuisenier Jean, 2006, *L'héritage de nos pères, un patrimoine pour demain ?*, Paris, Ed. de La Martinière.

Deloche Bernard, 1987 « Un précurseur de la muséologie scientifique: Félix Vicq d'Azyr », in *Muséologie et ethnologie*, Ed. de la RMN, Paris, pp : 38-45.

Dias, Nélia, 1991, *Le musée d'ethnographie du Trocadéro (1878-1908). Anthropologie et muséologie en France*, Paris, Ed. du CNRS.

Fabre, Daniel, 1997, « Le "Manuel de folklore français" d'Arnold van Gennep », in P. Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, Tome III, Paris, Gallimard, pp : 3583-3614.

Fritsch-Estrangin Henri, 1934, « L'Art des paysans Roumains au Trocadéro », *Art et Industrie*, janvier ; archives du Musée de l'Homme 2AM1 B5A.

Gallotti Jean, 1938, « Le Musée de l'Homme au nouveau Trocadéro », *Annales Politiques et Littéraires*, 10 juillet, pp : 41-44.

Gorgus Nina, 2003, *Le magicien des vitrines*, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'homme.

Grognet Fabrice, 2005, « Objets de musée, n'avez-vous donc qu'une vie ? », *Gradhiva*, n°2 n.s, pp : 49-63.

Grognet Fabrice, 2007, « Musées manqués, objets perdus ? L'Autre dans les musées ethnographiques français », *L'Homme*, n°181, pp : 173-187.

Grognet Fabrice, 2008, « Du sens perdu de l'Autre et du Semblable », *L'Homme*, n°185-186, pp : 455-478.

Grognet Fabrice, 2012, « Un exemple des relations musée / ethnologie : la genèse des collections “ethnographiques” du musée de la Cité Nationale de l’Histoire de l’Immigration », *ethnographiques.org*, N°24 - juillet 2012, ethnographies des pratiques patrimoniales : temporalités, territoires, communautés. <http://www.ethnographiques.org/Un-exemple-des-relations-musée->

Gruenais Marc-Eric et Ferry Marie-Paule, 1990, « Crise de l’objet ethnographique », *Bulletin de l’AFA*, n°39 (« Anthropologues, Anthropologie et Musées »), pp : 7-10.

Hainard Jacques, 2006, « Du Quai Branly au MEG », *Totem* n°45, septembre-décembre, p : 2.

Héritier-Augé Françoise, 1991, *Les Musées de l’Éducation Nationale, mission d’étude et de réflexion*, Paris, La documentation Française.

Huet Sylvestre, 2003, « Le musée de l’Homme mis en caisses », *Libération*, 29 janvier.

Jamin Jean, 1985, « Les objets ethnographiques sont-ils des choses perdues ? », in J. Hainard et R. Kaer (dir.), *Temps perdu, temps retrouvé*, Neuchâtel, Hainard et Kaer (eds), pp : 51-74.

Jamin Jean, 1988, « Tout était fétiche, tout devint totem, préface », in *Bulletins du Musée d’Ethnographie du Trocadéro* (réed.), Paris, Jean-Michel Place, pp : ix-xxii.

Jamin Jean, 1998, « Faut-il brûler les musées d’ethnographie ? », *Gradhiva*, n° 24, pp : 65-69.

*Instructions sommaires pour les collecteurs d’objets ethnographiques*, 1931 Paris, Musée d’Ethnographie du Trocadéro.

Laurière Christine, 2008, *Paul Rivet (1876-1958), le savant et le politique*, Nancy, Muséum national d’histoire naturelle (« Publications Scientifiques »).

*Les Races humaines*, 1924 Paris, Hachette (« L’Encyclopédie par l’Image »).

L’Estoile Benoît de, 2007, *Le goût des autres, de l’Exposition Coloniale aux Arts Premiers*, Paris, Ed. Flammarion.

Meyran Régis, 2000, « *Races et racisme. Les ambiguïtés de l’antiracisme chez les anthropologues de l’entre-deux-guerres* », *Gradhiva*, n° 27, pp : 63-76.

Mohen Jean-Pierre (dir.), 2004, *Le Nouveau Musée de l’Homme*, Paris, Odile Jacob et Muséum national d’histoire naturelle.

Morin Edgar, 1973, *Le paradigme perdu : la nature humaine*, Paris, Seuil (« Points »).

Noiriel Gérard, 2007, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle). Discours publics, humiliations privées*, Paris, Fayard.

Ourisson Guy (dir.), 2001, *Rapport Ourisson sur le Comité Scientifique d’Orientation Muséum national d’Histoire naturelle*, <http://www2.enseignementsup-recherche.gouv.fr/rapport/museum/default.htm>.

Pierrard Jean, 1996, « Musée des Arts Premiers », *Le Point*, n°1263, 30 novembre, pp : 109-110.

Price Sally, 2007, *Paris Primitive, Jacques Chirac’s Museum on the Quai Branly*, Chicago, The University of Chicago Press.

- Py Christiane et Vidard Cécile, 1985, « Les musées d'anatomie sur les champs de foire », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 60, n°1, pp : 3-10.
- Reynaud-Paligot Carole, 2006, *La République raciale, Paradigme racial et idéologie républicaine (1860-1930)*, Paris, PUF.
- Rivet Paul, 1938, « Le Musée de l'Homme », *Le Risque*, 10 janvier, pp : 31-32.
- Rivet Paul, 1936 « Ce qu'est l'ethnologie », in P. Rivet (dir.), *L'Encyclopédie Française*, Tome VII, « L'espèce humaine », Paris, Larousse, pp : 7'06-1-7'08-15.
- Rivet Paul, Lester Paul et Rivière George Henri, 1935, « Le Laboratoire d'Anthropologie du Muséum », *Archives du Muséum*, Tome XII, 6<sup>e</sup> série, pp : 506-531.
- Rivière George Henri, 1931, *Rapport au sujet d'un projet de Musée de folklore français*, pp : 1-3. Archives du Musée de l'Homme 2AM1 K69.
- Rivière George Henri, 1936, « Les musées de folklore à l'étranger et le futur Musée français des arts et traditions populaires », *Revue de folklore français et de folklore colonial*, n°3, mai-juin, pp : 1-14.
- Rivière Georges Henri, Rivet Paul et Cassou Jean, 1<sup>er</sup> février 1932, *Rapport sur la création aux portes de Paris d'un Musée de plein air des provinces françaises*. Archives du Musée de l'Homme 2AM1 K69.
- Roméro Anne-Marie, 2002, « Musée de l'homme, le retour », *Le Figaro*, 28 novembre.
- Roux Emmanuel de, 1995, « Jacques Chirac veut ouvrir le Musée du Louvre aux arts primitifs », *Le Monde*, 18 novembre.
- Roux Emmanuel de, 2002, « Le musée du Quai Branly rejette Darwin », *Le Monde*, 19 mars.
- Spiteri Gérard, 1990, « L'Homme attend le musée qu'il mérite », *Le Quotidien de Paris*, 5 novembre.
- Thévenin R, 1933, « *La simplicité du costume n'est pas toujours en rapport avec celle de la parure* », *Sciences et Voyages*, n°698, 12 janvier, pp : 5-8 et 12.
- Turgeon Laurier et Dubuc Elise, 2002, « Musées d'ethnologie, Nouveaux défis, nouveaux terrains », *Ethnologies Musées / Museums*, vol. 24, numéro 2, pp : 5-18.
- Vallois Henri, 1944, « L'Evolution de la chaire d'Ethnologie du Muséum national d'histoire naturelle », *Bulletin du Muséum*, Tome XVI, n°1, deuxième série, pp : 38-55.
- Vallois Henri, 1956, « Le musée de l'Homme », *Médecine de France*, n°71, pp : 17-32.
- Watteville Oscar de, 1877, *Rapport adressé à M. Le ministre de l'Instruction publique sur le Muséum ethnographique des missions scientifiques*, Imprimerie nationale, Paris, 8 p ; Archives du Musée de l'Homme 2AM1G1a.